



Fédération Nationale des Syndicats Maritimes



FÉDÉRATION DES OFFICERS DE LA MARINE MARCHANDE



Montreuil, le 08 mars 2017

INDUSTRIE –
TRANSPORTS ET
INFRASTRUCTURES

Le 21 mars 2017 ,
TOUS MOBILISES ...

POUR LA RECONQUÊTE DE L'INDUSTRIE ET DES SERVICES PUBLICS, PARTOUT EN FRANCE :

RASSEMBLEMENTS ! MANIFESTATIONS ! GREVES !

Depuis plusieurs mois, la CGT, ses organisations sont engagées dans une grande campagne pour la «reconquête de l'industrie» en lien avec les services publics et l'aménagement du territoire. De multiples initiatives revendicatives, rassembleuses se tiennent dans les territoires.

Le 22 février 2017, la CGT a tenu des Assises Nationales de l'Industrie avec 1200 participants, venus de toute la France et de tous les secteurs professionnels afin d'ancrer, dans le temps, cette campagne de reconquête avec une première grande mobilisation interprofessionnelle, **le 21 mars 2017**.

Les enjeux industriels sont étroitement liés à ceux des transports et infrastructures. C'est pourquoi, nous voulons faire converger notre démarche revendicative CGT entre les différents secteurs de l'industrie, le service public et la place des transports en lien avec l'aménagement, la reconquête des territoires.

Les transports sont au cœur de la stratégie capitaliste des échanges mondiaux moteur du dumping social, des délocalisations...Un système sous contrôle globalisé des marchés et du patronat bien éloigné des enjeux environnementaux, de l'avenir et des besoins des peuples et des conditions sociales des salariés.

Un an après la COP 21 qui a conduit à saturer l'espace médiatique d'annonces démagogiques, et au sortir de la COP 22, il est urgent de mettre en adéquation les paroles et les actes.

Besoin de diminuer les émissions de Gaz à Effet de Serre(GES), mais aussi notre empreinte environnementale, nécessitant de relocaliser des productions pour développer les circuits courts et l'économie circulaire.

Le transport est tellement sous tarifé qu'il n'est même plus un frein aux délocalisations industrielles, multipliant les parcours « parasites » de marchandises et contribue à vider l'emploi des territoires. Aujourd'hui, le patronat fait le tour du monde du moins disant social et environnemental pour fabriquer ses produits, conduisant à ce que 60% des produits industriels soient importés. La très faible rémunération du coût du transport, maritime et routier fait que le coût transports dans le prix final d'un produit importé est inférieur à 1,5%.

Nous venons de passer sous la barre des 3 millions de salariés dans l'industrie. Il y a un besoin de changement radical de politique en matière d'industrie en sortant du poids du tout financier. Le cas d'Airbus est démonstratif en la matière ; des carnets de commandes remplis pour 10 ans et plus de 1000 emplois sont menacés de suppressions. Situation similaire avec Alstom qui engrange les commandes et supprime des emplois avec danger pour l'avenir de certains sites.

La volonté de la CGT est de replacer la question de l'industrie en phase avec les services publics au centre des débats, de redonner de la hauteur et de l'espoir face à la médiocrité politique dans cette campagne électorale en donnant des suites aux assises nationales de l'industrie. Depuis plusieurs mois, les conflits se multiplient dans les transports et infrastructures, ancrés sur des luttes locales rassembleuses permettant souvent des avancées.

Ces luttes portent toutes des questions et choix de société où se mêlent salaires et emplois, conditions de travail et pénibilité, service public et aménagement du territoire, en lien avec les politiques européennes.

Depuis des années, les transports et infrastructures sont les laboratoires du dumping social, -précurseurs de la politique low cost qui supprime les emplois, les précarise, démantèle les organisations de travail, développe et amplifie la sous-traitance. Des politiques qui éclatent les entreprises intégrées, conduisent à la privatisation, à la mise en concession. C'est cette même stratégie politique qui sévit dans l'industrie avec les mêmes effets opposant les salariés entre eux –en les plaçant en concurrence- pour mieux les exploiter et servir les seuls intérêts du capital, à tous les niveaux : national, européen et mondial !

Il est bon de rappeler que les transports et infrastructures ont un impact central dans l'évolution des territoires et doivent faire l'objet de notre démarche de façon transverse. Aujourd'hui, l'ensemble des réseaux (ferroviaires, fluviaux, routiers, portuaires ...) sont mis à mal par le désengagement de l'Etat se défaussant sur les collectivités locales sans en avoir les moyens. Pire, la politique d'austérité du gouvernement réduit –de façon drastique- les finances de ces collectivités.

Et les réseaux pâtissent de ces politiques. Les réformes territoriales qui se suivent, tout comme les différentes réformes dans les transports et infrastructures conduisent, d'une part, à plus de mobilités imposées, avec des infrastructures qui se dégradent. Et dans le même temps, elle concourt à la désertification des territoires, à la désindustrialisation.

D'où l'enjeu, pour nous, de travailler la question des transports –infrastructures et logistiques-, des ports dans une logique de complémentarité et de maîtrise publique en lien avec les relocalisations industrielles qui répondent aux besoins.

Ce qui impose d'autres choix politiques, sortis des logiques uniquement financières et l'importance de travailler et lutter en convergence à partir des bassins d'emplois, des sites industriels, avec les salariés, les populations.

Transports, sous maîtrise et contrôle publics et industrie (recherche et production) sont les fondements d'une société moderne et de progrès, pour aujourd'hui et les générations futures.

L'industrie est au centre des défis économiques, sociaux et environnementaux.

Pourtant, la finance étrangle l'industrie et les services publics ne sont plus considérés que comme des coûts !

Disons clairement : ça suffit !

Réaffirmons ensemble que, non seulement, le travail n'est pas un coût mais qu'il est le seul créateur de richesses, en opposition au « coût du capital » ruinant notre société aux profits des banques et quelques actionnaires, bien supérieur au salaire mensuel net moyen !

Il faut mettre à plat et évaluer l'ensemble des 217 milliards d'aides et d'exonérations accordées aux entreprises et soumettre la reconduction de chaque mesure à une évaluation préalable.

Est-il normal de continuer à verser des dividendes quand l'entreprise licencie, bloque les salaires ?

Tant qu'il y a versement de dividendes ... pas d'aides publiques !!!

La CGT porte la proposition de doubler en 10 ans, les capacités de production et l'emploi industriel en France.

Cela nécessite d'identifier les secteurs stratégiques et poser la question fondamentale de la propriété (réappropriation publique et sociale) de ces secteurs stratégiques, tels les transports (et infrastructures), l'énergie, la santé, l'eau, les banques, les télécoms, la défense.

Ensemble, revendiquons :

- *l'augmentation des salaires,*
- *l'égalité professionnelle entre hommes et femmes,*
- *la réduction du temps de travail à 32 h,*
- *le contrôle social des aides publiques et des choix patronaux et politiques sur le développement industriels et des services publics.*

TOUS ENSEMBLE,

➔ **Agissons**

par la grève et en manifestant,

Le 21 MARS 2017

➔ **Pour la RECONQUETE INDUSTRIELLE**

en lien avec les transports et infrastructures et un grand service public accessible au service de tous !